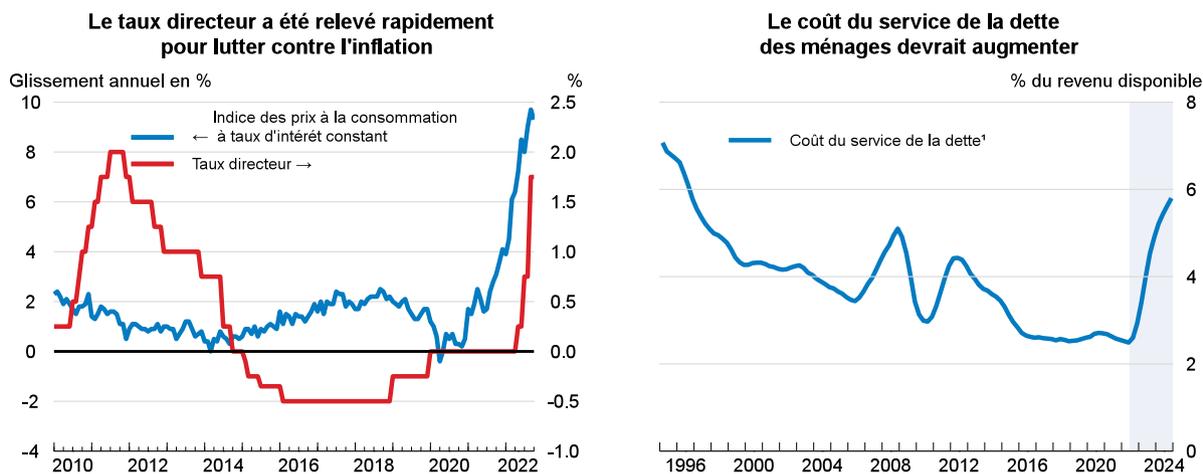


Suède

Selon les projections, la production devrait diminuer à court terme, donnant lieu à une croissance annuelle de 2.9 % en 2022, de -0.6 % en 2023 et de 1.9 % en 2024. La forte inflation, la hausse des taux d'intérêt hypothécaires et la chute des prix des actifs entameront le pouvoir d'achat des ménages, ce qui freinera la consommation privée. Le chômage augmentera et l'inflation devrait reculer progressivement et se rapprocher de l'objectif de 2 % au cours du deuxième semestre de 2024.

Les autorités monétaires devraient continuer à veiller à l'ancrage des anticipations d'inflation. Les mesures de soutien budgétaire devraient davantage cibler les personnes vulnérables face à la hausse du coût de la vie, tout en préservant les incitations aux économies d'énergie. La pandémie a accru le chômage de longue durée, qui constitue un enjeu persistant pour les pouvoirs publics. La reconversion et la montée en compétences de la main-d'œuvre sont essentielles pour favoriser les redéploiements vers les secteurs en expansion. Un renforcement de la mobilité de la main-d'œuvre, via une offre accrue de logements abordables, pourrait également favoriser ces redéploiements. Il est également indispensable de renforcer les capacités de transport de l'électricité pour accroître la sécurité énergétique.

Suède



1. La zone ombrée indique les prévisions de la Banque de Suède concernant le coût du service de la dette des ménages.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112 ; et rapport sur la politique monétaire de la Banque de Suède (*Sveriges Riksbank*), septembre 2022.

StatLink  <https://stat.link/a1nmr7>

Suède : Demande, production et prix

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Prix courants milliards de SEK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2021)				
Suède						
PIB aux prix du marché	5 051.9	-2.3	4.8	2.9	-0.6	1.9
Consommation privée	2 267.7	-3.2	5.9	3.7	-1.6	2.4
Consommation publique	1 300.5	-2.0	2.5	-0.3	1.9	1.0
Formation brute de capital fixe	1 235.4	1.5	6.0	6.1	-1.2	1.7
Demande intérieure finale	4 803.6	-1.7	5.0	3.3	-0.6	1.9
Variation des stocks ¹	35.4	-0.7	0.4	1.0	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	4 839.1	-2.4	5.4	4.3	-0.8	1.8
Exportations de biens et services	2 419.9	-5.8	7.6	4.9	2.1	3.2
Importations de biens et services	2 207.1	-6.3	9.3	8.3	1.9	3.2
Exportations nettes ¹	212.9	0.0	-0.3	-1.2	0.1	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.0	3.0	6.3	6.0	2.3
Indice des prix à la consommation ²	—	0.5	2.2	8.3	7.0	2.3
IPC sous-jacent ³	—	0.5	2.4	7.7	5.1	2.2
Taux de chômage (% de la population active)	—	8.5	8.8	7.5	8.3	8.5
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	17.0	15.5	12.0	12.7	11.3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-2.8	-0.1	0.9	-0.4	0.4
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ⁴ (% du PIB)	—	39.6	36.4	31.5	29.1	29.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	5.9	5.4	3.2	3.4	3.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. L'indice des prix à la consommation tient compte des charges au titre des intérêts hypothécaires.

3. Indice de prix à la consommation à taux d'intérêt fixes.

4. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

StatLink  <https://stat.link/g7hqse>

La croissance s'essouffle

Après une forte croissance de 0.7 % au troisième trimestre de 2022, l'économie connaît un net ralentissement. Les nouvelles commandes à l'exportation se sont stabilisées et la confiance des entreprises dans le secteur manufacturier a chuté pendant cinq mois consécutifs. La confiance des ménages a atteint un point bas en octobre, en partie du fait de la croissance négative des salaires réels et de la hausse des taux d'intérêt hypothécaires. Les prix des logements ont fortement baissé, mais ils restent supérieurs à leurs niveaux d'avant la pandémie. Le marché du travail est tendu, le taux de chômage ayant reflué à 6.5 % en septembre. L'inflation est tombée à 9.3 % en octobre, après avoir atteint en septembre son plus haut niveau en trois décennies.

Même si son exposition commerciale et financière directe est limitée, l'économie suédoise pâtit de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, essentiellement en raison de la hausse des prix de l'énergie et du ralentissement de la croissance d'importants partenaires commerciaux de la Suède. Les prix de l'électricité se sont envolés, en particulier dans les régions du sud, où ils sont généralement fonction des échanges avec l'Europe continentale. Au début novembre, près de 49 000 réfugiés ukrainiens (0.5 % de la population) étaient arrivés en Suède, certains d'entre eux étant rentrés en Ukraine.

L'orientation de la politique budgétaire reste accommodante

Pour atténuer l'envolée des factures énergétiques, la taxe sur le gazole et l'essence a été temporairement réduite de juin à octobre, et l'allocation de logement versée aux familles avec enfants vulnérables sur le plan économique a été temporairement augmentée de juillet à décembre. En 2023, l'orientation de la politique budgétaire devrait être globalement neutre. Parmi les propositions du nouveau gouvernement figurent une réduction des taxes sur les carburants, des aides pour payer les factures d'électricité, une hausse des allocations de chômage et une augmentation des dépenses militaires, pour un coût budgétaire d'environ 0.6 % du PIB. Ces mesures seront financées pour l'essentiel par des économies structurelles. La forte inflation a forcé la Banque de Suède à accélérer la hausse des taux d'intérêt. Après avoir été relevé de 50 points de base en juin, le taux des prises en pension a été augmenté de 100 points de base en septembre, soit la plus forte hausse observée depuis l'entrée en vigueur de l'objectif d'inflation en 1995. Le taux directeur devrait atteindre 3 % au premier trimestre de l'année prochaine et rester à ce niveau jusqu'à la fin de la période 2023-24.

L'économie va se contracter à court terme

L'économie devrait se contracter au quatrième trimestre de 2022 et au premier semestre de 2023. Après avoir progressé de 2.9 % en 2022, la production reculera de 0.6 % en 2023 puis augmentera d'environ 2 % en 2024. L'investissement devrait fléchir à court terme, sur fond de hausse des coûts des intrants et du financement. L'inflation restera élevée en 2023 en raison de l'élargissement des tensions sur les prix. La croissance des salaires nominaux devrait s'accélérer à la suite des prochaines négociations salariales. Les salaires réels vont néanmoins baisser au cours de la période considérée, ce qui, conjugué à la baisse des prix du logement et à l'alourdissement du service de la dette, pèsera sur la consommation. L'incertitude demeure forte. Une longue période de taux d'intérêt très bas a fait grimper l'endettement des ménages, qui s'élève désormais à 200 % du revenu disponible. Ce fardeau de la dette risque de réduire encore la consommation si les taux hypothécaires augmentaient plus rapidement, étant donné la forte prévalence des crédits hypothécaires à taux variable. Les promoteurs immobiliers commerciaux fortement endettés pourraient également faire face à des difficultés financières à mesure que les taux d'intérêt augmentent, ce qui pourrait avoir des répercussions sur le système financier. À l'inverse, si les négociations collectives allaient dans le sens de la modération, l'inflation pourrait être maîtrisée plus rapidement, réduisant ainsi la nécessité de resserrer la politique monétaire.

Le chômage de longue durée reste un défi majeur

La durée des périodes de chômage a augmenté pendant la pandémie, en particulier parmi les catégories de population vulnérables qui ont des difficultés à trouver un emploi du fait de la structure salariale comprimée qui caractérise la Suède. Les pouvoirs publics continuent de s'attacher à résoudre ce problème, notamment en renforçant les politiques actives du marché du travail. Il faudrait en outre envisager de prendre des mesures pour accroître la mobilité de la main-d'œuvre, notamment pour les ménages à faible revenu, par exemple en veillant à l'existence de logements abordables à proximité de possibilités d'emploi. L'assouplissement des règles d'encadrement des loyers pour les nouveaux logements encouragerait les investissements dans les logements locatifs et favoriserait à long terme l'accessibilité financière du logement. Il serait préférable de cibler les mesures de soutien budgétaires sur les personnes les plus vulnérables face à la hausse du coût de la vie, plutôt que d'offrir des réductions généralisées des taxes sur l'énergie, ce qui risque d'entraîner une surconsommation et profiter de manière disproportionnée aux ménages aisés. Les capacités limitées de transport de l'électricité entre le nord et le sud ont entraîné d'importants écarts de prix, témoignant de la nécessité d'investir dans le réseau pour tirer pleinement parti des possibilités qu'offre le secteur suédois des énergies renouvelables.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/f6da2159-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Suède », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/02475ebd-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.